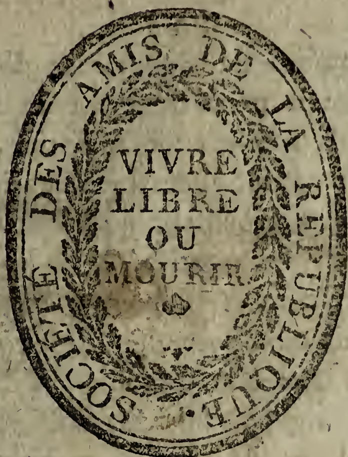


LETTRE

Du Citoyen JEANBON S.T ANDRÉ, *Membre de la Convention Nationale :*

A LA SOCIÉTÉ des Amis de la République.

Paris le 14 octobre 1792, l'an 1.er de la République.

FRÈRES ET AMIS,

L'ADRESSE que vous m'avez envoyée a été présentée à la Convention Nationale, & accueillie avec plaisir. J'en ai eu moi-même beaucoup de la voir revêtue d'un

grand nombre de ſignatures. C'eſt une preuve que le patriotiſme vit au fond du cœur de la très-grande majorité, & que vous ſavez apprécier les bienfaits ineſtimables d'un gouvernement libre. Les Rois ont trop long-temps opprimé la terre : il faut que cette juſtice éternelle qui avance à pas lents, mais qui ſe manifeſte enfin, exerce une vengeance éclatante ſur ces Deſpotes des Nations qui depuis des milliers de ſiècles font le malheur du genre humain. La France donne l'exemple ; mais elle ne ſera pas la ſeule qui ait le généreux courage de briſer le trône de la tyrannie. De toutes parts l'indignation publique prépare & annonce la chûte des Rois. Nos armées victorieuſes propagent la liberté, & bientôt l'Allemagne entière voudra un gouvernement fondé ſur la baſe immuable des droits de l'homme. Je ne vous entretiendrai pas des ſuccès de nos Généraux : ils vous ſont connus par les papiers publics. Verdun évacué vous préſente un intérêt particulier, celui de ſavoir qu'un de vos frères priſonnier dans cette ville, & par cette captivité devenu une ſeconde fois victime de ſon patriotiſme, aura joui du bonheur de recevoir la liberté

de la main de ſes concitoyens. Les progrès de Cuſtine nous aſſurent la ruine de ces rebelles, de ces traîtres infames, qui ont abandonné leur patrie pour combattre contre elle. Nobles & Prêtres, retenus à Coblentz par l'exécration du peuple, qui ne veut pas les laiſſer ſortir de la ville, ſeront ſans doute livrés aux Français, attendus avec impatience, & déſirés avec ardeur par les Citoyens. Francfort invite l'armée françaiſe à venir la viſiter. D'un autre côté le Roi de Pruſſe, trop heureux de ſe retirer avec les reſtes d'une armée délabrée, ne doit qu'à notre clémence cette retraite qui aurait pu lui devenir funeſte, ſi l'on ne préferait d'en faire un allié. Des négociations s'entament dans ce moment, elles ſeront ſuivies avec intelligence, & tout nous promet qu'avant la fin de l'hyver des traités importans nous lieront à la Pruſſe, à l'Angleterre & à la Hollande. Tel ſera le fruit de notre courage: ce ſera pour avoir réſiſté de toutes parts, pour avoir montré partout un front redoutable, pour avoir attaqué à la fois & dans tous les points les Puiſſances coaliſées, que nous leur aurons imprimé cette terreur que des républicains inſpirent toujours à des

esclaves. J'ai peine à croire que dans l'état présent des affaires l'Espagne ose remuer. Il est de son intérêt de ne pas provoquer une guerre qui lui serait funeste. Mais si elle avait l'audace de nous attaquer, il faudrait être prêts à lui résister. C'est aux Départemens méridionaux qu'il appartient surtout de préparer une force importante. J'ai vu avec transport que le Département du Lot vient d'ordonner la levée de cinq Bataillons. C'est une bonne mesure ; chaque Citoyen ne devient-il pas Soldat quand il faut foudroyer les despotes ? Les faibles & mille fois ridicules aristocrates de Genève, les tyrans de cette imperceptible République, à qui nous offrions la paix & la liberté, ont osé repousser l'une & l'autre. Montesquiou a paru devant leurs remparts, & la lâcheté a succédé à l'audace. Ces *magnifiques Seigneurs* ont envoyé deux Négociateurs au camp du Général français, dont l'un est même venu à Paris. Était-ce la peine de hérisser leur ville de cent pièces de canon, & d'y appeler des Suisses ? Tout nous conduit à penser que l'Autriche seule, abandonnée des Rois qu'elle a soulevés contre nous, portera la peine de son injustice. Ces canibales, après

avoir exercé à Lille des cruautés inouies, se retirent dans le Brabant. On assure qu'ils forment un camp retranché pour défendre Mons & Tournay. Dumouriez va les y suivre, & toute la République espère que notre entrée en Brabant, conduite par ce Citoyen, ne sera pas comme l'expédition mal-adroite de Luckner, contrarié par l'infame Lafayette. Ainsi, frères & amis, nos affaires au-dehors sont dans la meilleure position.

Il est à désirer qu'elles aillent aussibien au dedans. Pour cela deux choses sont nécessaires. L'une, que la Convention s'occupe sérieusement du bien de l'État, & que ses Membres soient unis de sentimens & de vues. Il n'en est pas un seul parmi nous qui ne veuille la République. Mais quelle république nous donnera-t-on? Ce n'est pas assez de n'avoir point de Roi; il faut encore un gouvernement populaire qui éloigne toute idée, toute prétention d'aristocratie. L'égalité des hommes ne doit plus être un mot: elle doit être une réalité. Mais l'ambition, comme vous le savez, est la maladie du cœur humain, & cette ambition se glisse partout. Peut-être n'en sommes-nous pas tout-à-fait exempts dans la Convention, &

de là viennent des mouvemens qui nous fatiguent, & qui retardent le bonheur de la France, en retardant nos travaux. Il eſt important que vous nous connaiſſiez, & c'eſt ce qui m'engage à entrer avec vous dans ce détail. On a jeté parmi nous un germe très-adroit de diviſion, en nous inſpirant des craintes ſur la ville de Paris; on nous a fait décréter une force armée tirée des 83 Départemens pour nous garder. Déjà même des hommes armés de Marſeille & d'ailleurs vont arriver. C'eſt aſſurément une grande faute, & cependant la majorité ou trompée ou intimidée, donne dans ce piège. Pour avoir une idée des moteurs & de leurs petits moyens, liſez avec attention les deux journaux de Briſſot & de Condorcet du Vendredi & du Samedi, comparez ce que ces deux Journaliſtes diſent du projet de force armée, & de *Buzot* qui l'a préſenté. L'oppoſition entre leurs jugemens vous fera aiſément connaître de quel côté eſt la vérité. Nous n'avons pas beſoin qu'on nous garde; & quelle que ſoit la force armée qu'on nous donnera, nous ſerons toujours bien mal gardés, ſi nous ne le ſommes pas par la bonté de nos lois, & par notre aſſiduité à travailler au bonheur de la

République. Ce projet heureusement doit être discuté. Si j'obtiens la parole, je le combattrai de toutes mes forces, & je ne serai pas le seul. Il est parmi nous des hommes courageux qui ne craignent rien, & qui ne veulent pas s'entourer de baïonnettes.

Une autre chose nécessaire à l'affermissement de la félicité publique, c'est l'amour des lois. Nous avons détruit tout ce qui existait dans l'ancien régime : la dernière pierre de l'édifice gothique du despotisme a été arrachée par l'abolition de la royauté. Maintenant il faut élever à la place l'édifice régulier d'une république sage. On démolit avec fracas : l'on n'édifie que dans le calme & la réflexion.

Montalbanais, mes concitoyens & mes frères, soyez dignes du nouvel ordre de choses qui s'offre à vos regards. Tant que vous m'honorerez de votre confiance, je ne cesserai de vous dire que la soumission aux lois est pour vous un devoir sacré, & que ce devoir fait votre force. Laissez à ceux qui avant le 10 août calomniaient vos intentions, & vous appelaient factieux, parce que vous vouliez être libres, à se récrier contre les décrets de la Convention Nationale. Mais

n'oubliez pas qu'elle eſt l'eſpoir de la patrie, & le point de ralliement de tous les bons Citoyens. Vous avez le droit de juger ſes décrets : vous n'avez pas celui d'y déſobéir. Choiſiſſez vos Magiſtrats avec diſcernement, ne donnez votre confiance qu'à des hommes d'une probité reconnue ; mais quand vous la leur aurez donnée, qu'elle ſoit pleine & entière. Sachez reſpecter en eux votre propre ouvrage, & rendre hommage à la ſouveraineté de ce peuple dont vous faites partie.

Ces réflexions me ſont dictées par mon amitié pour vous : vous ſavez qu'elle eſt inaltérable.

Signé JEANBON S.t ANDRÉ.

A MONTAUBAN,
Chez FONTANEL père & fils, Imprimeurs de la Société des Amis de la République.